

Retrait partiel des forces russes de Syrie : un succès militaire et diplomatique ?

41 /// 2 mai 2016

A l'attention du lecteur • Ce bulletin de veille a pour objet d'éclairer un événement marquant de l'actualité récente, d'en qualifier l'importance et d'en apprécier les conséquences éventuelles, à partir des analyses et des arguments d'experts internationaux. Les sources mentionnées ne sont en aucun cas exhaustives.
Directeur de publication : Dr Stéphanie Savina - Rédacteur en chef : François Girodineau - Rédacteur : Fabien Delheure.

Le 14 mars 2016, le président de la Fédération de Russie annonce la fin de l'intervention militaire de son pays en Syrie et le retrait progressif de la plupart de ses forces armées stationnées sur place. Vladimir Poutine parle alors de « mission accomplie ». Cet auto-satisfecit illustre la volonté russe de retrouver un rôle de puissance globale. Cependant, en RAS¹ comme au sein des Etats voisins et occidentaux domine un mélange de soulagement et de méfiance. Chacun de ces pays, en particulier les Etats-Unis, s'interrogent sur les réelles motivations de la Russie et, selon la réponse apportée, tentent d'en tirer les conséquences géostratégiques aux niveaux moyen-oriental et mondial.

1. FAITS

Une annonce inattendue. Dès le début de l'intervention militaire russe, le 30 septembre 2015, Vladimir Poutine avait indiqué que celle-ci ne durerait que quelques mois. Le scepticisme avait prévalu dans la communauté internationale, d'où la surprise presque générale devant cette annonce soudaine². Le choix de la date n'est toutefois pas dû au hasard : le 14 mars est la veille du cinquième « anniversaire » de la révolution syrienne et précède de quelques heures la reprise des pourparlers de paix inter-syriens à Genève, sous l'égide de l'ONU. Le 16 mars 2016, des opposants syriens favorables à Moscou demanderont d'ailleurs de participer à ces derniers et, le 17 mars, les Kurdes de Syrie annonceront leur intention de créer une « fédération démocratique » dans le nord du pays. A terme, la Russie devrait retirer de RAS une quinzaine d'avions de chasse (Su-30) et de bombardiers (Su-24 et Su-34) ainsi que la majeure partie de ses soldats³, toutefois elle y positionnera

des hélicoptères d'attaque Mil Mi-28N. Ainsi, le retrait militaire devant débiter le 15 mars 2016 demeure partiel, le ministre de la Défense, Nikolay Pankov, précisant le même jour que des troupes russes pourraient continuer à lutter contre les « terroristes »⁴ en Syrie. Le 17 mars, Vladimir Poutine confirme le maintien d'environ 800 soldats sur la base navale de Tartous (occupée depuis 1971) et l'aéroport militaire de Hmeimim⁵, dans la province de Lattaquié, ainsi que des systèmes de défense anti-aériennes modernes S-400 et Pantsir S-1. Le président russe a aussi indiqué à dessein le caractère rapidement réversible de l'opération en cas de rupture de la trêve partielle⁶ instaurée sur le terrain depuis le 27 février 2016. En Russie, l'action menée est surtout présentée comme un plein succès diplomatique, mais inachevée sur le plan militaire⁷.

Des réactions contrastées en Syrie. Bachar al-Assad est officiellement prévenu de ce retrait le 14 mars et y aurait donné son accord, selon les Russes. Le président syrien aurait probablement été mis devant le fait accompli, Poutine n'ayant pas apprécié qu'il ait fait l'annonce le 23 février d'élections anticipées pour le 13 avril 2016. Le soir du 14 mars, alors que Damas insiste sur le maintien du soutien de Moscou dans la lutte contre les « rebelles »⁸, l'ambassadeur russe à l'ONU souligne la volonté de son pays d'aboutir désormais à un règlement pacifique du conflit. Les différents groupes armés en rébellion contre le gouvernement syrien et concernés par l'arrêt des bombardements, en particulier l'Armée syrienne libre (ASL), expriment leur soulagement tout en restant sur leur garde. En revanche, Daech interprète l'annonce du Kremlin comme un aveu d'échec de son intervention militaire et

¹ République arabe syrienne (*Al-Jumhūriyyah al-'Arabīyyah as-Sūriyyah*), dénomination officielle du pays depuis 1946.

² Putin's Syria Surprise. *New York Times*, 15 mars 2016. Consulté le 15/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3hxV>

³ En janvier 2016, selon les estimations, de 4 000 à 6 000 militaires russes étaient présents en Syrie, de même qu'une quarantaine d'avions (Su-34, Su-24, Su-25 et Su-30) et une trentaine d'hélicoptères de combat.

⁴ Dans la terminologie russe, le terme désignait jusqu'ici toute opposition armée au régime de Bachar al-Assad.

⁵ Russia Security Update. *Institute of the Studies of War*, 17 mars 2016. Consulté le 15/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3hLL>

⁶ Cette trêve militaire négociée par la Russie avec les Etats-Unis ne concerne pas les organisations djihadistes telles que Daech ou le Front al-Nosra lié à al-Qaïda.

⁷ Mission Incomplete : Syria Has Not Achieved Bipolar World for Russia. *Moscow Times*, 16 mars 2016. Consulté le 15/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3hS4>

⁸ Le triple coup de Poutine pour les cinq ans de la guerre en Syrie. *L'Orient-Le Jour*, 23 mars 2016. Consulté le 15/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3hTm>

entend poursuivre la lutte. L'organisation prétendra ainsi le 17 mars avoir tué des soldats russes lors des combats autour de la ville de Palmyre⁹.

Au sein de la communauté internationale, la plupart des capitales ainsi que l'ONU accueillent favorablement la nouvelle, tout en restant circonspectes sur les motifs réels de la manœuvre¹⁰. Le 14 mars, avant son annonce officielle, Poutine avait évoqué le retrait partiel des troupes russes avec le président américain Barack Obama, qui y était favorable. D'aucuns soulignent même aux Etats-Unis l'habileté d'une telle décision, qui permet aux Russes de « partir pour mieux rester ». Le 24 mars, les deux pays exprimeront d'ailleurs leur concordance de vues pour un règlement politique de la crise syrienne. En Europe, Berlin et Paris estiment qu'un retrait effectif pourrait accroître la pression sur Bachar al-Assad dans les négociations de Genève. Les deux pays, tout comme la Maison blanche, ont néanmoins conscience que le dispositif militaire russe restera significatif sur place¹¹ et qu'il ne s'agit pas d'un réel désengagement. L'Iran voit l'opération comme un signe positif d'évolution de la situation, tout comme l'Arabie saoudite mais pour des raisons différentes, cette dernière ne ménageant pas ses critiques envers le régime de Bachar al-Assad¹².

2. CONTEXTE

Le réarmement russe et l'intervention en Syrie.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999, la Russie mène une politique de réaffirmation progressive dans le concert international. Elle s'appuie sur une perception obsidionale de son environnement géostratégique, réaffirmée dans la dernière *Stratégie de sécurité nationale* publiée le 31 décembre 2015¹³. Le renforcement et la modernisation des capacités militaires nationales en est un des piliers. Les dépenses militaires de l'ours russe sont ainsi passées d'une moyenne de 30 milliards de dollars annuels en 1999-2000 à plus de 80 milliards en 2014-2015¹⁴, soit désormais autour de 4 % de son PIB, contre 3,3 % aux Etats-Unis et 2 % en France. Malgré une baisse prévue en 2016, la Fédération dispose du 3^{ème} budget militaire mondial, après les Etats-Unis et la Chine. Cet accroissement des moyens coïncide avec la mise en application du *Plan décennal de modernisation des forces armées russes* annoncé en 2009 et présenté comme la « plus importante réforme de l'armée russe depuis 1918 ». Les lacunes de l'outil militaire du Kremlin constatées en Tchétchénie et lors de l'intervention

en Géorgie en 2008 ont été analysées¹⁵ avec attention. Afin de bénéficier de forces plus réactives et facilement projetables dans le cadre d'opérations interarmées, formations et états-majors sont drastiquement réduits en nombre et réorganisés. En complément, le renouvellement des équipements est encouragé, la proportion de matériels modernes devant atteindre 30 % en 2015 et 70 % en 2020, favorisant la vitalité de l'industrie de défense nationale¹⁶. Cette armée russe en cours de modernisation intervient en Syrie suite à la signature d'un **accord entre Moscou et Damas en août 2015**. Ce dernier autorise la Russie à déployer du matériel et des troupes militaires à sa convenance et pour une durée indéterminée. Ainsi « légitimées », les forces russes entament à partir du 30 septembre 2015 une campagne de bombardements¹⁷, officiellement pour défaire Daech alors en pleine expansion en Syrie-Irak depuis l'été 2014. Conjointement, bien que le Kremlin parle de « conseillers militaires », ce sont en fait souvent des forces spéciales (les spetsnaz) qui opèrent au sol afin de soutenir la contre-offensive. Ces actions auraient permis de reprendre environ 400 localités, même si les observateurs occidentaux estiment qu'au moins 70 % des frappes russes auraient visé à ce jour l'opposition syrienne et non Daech. Il s'agit à la fois d'une rupture avec l'habitude politique arabe de Moscou de non-intervention directe, mais aussi d'une continuité dans le soutien multiforme apporté à Damas depuis les années 1960.

Guerre civile syrienne et relations Moscou/Damas.

En effet, la Russie et la Syrie entretiennent depuis 1963 des relations diplomatiques, sécuritaires et énergétiques souvent privilégiées, confirmées en 1970 avec le coup d'Etat d'Hafez al-Assad. L'arrivée au pouvoir de son fils Bachar en juin 2000 a vainement laissé espérer un « printemps syrien ». L'invasion américaine en Irak en 2003 et les « printemps arabes » en 2011 sont cependant perçus par Damas comme dangereux car soutenant la démocratie. En outre, soupçonné d'avoir commandité l'assassinat du Premier ministre libanais Rafiq Hariri en 2005, le régime syrien en voie d'isolement profite du regain d'intérêt russe à l'égard du Moyen-Orient¹⁸ pour relancer la coopération russo-syrienne. Le mouvement de protestation massive en Syrie, débuté en mars 2011 et brutalement réprimé par le régime baasiste¹⁹, a vite évolué vers une confrontation armée aux multiples intervenants²⁰ et s'internationalisant progressivement. Depuis lors, le pays est plongé dans une lutte fratricide ayant fait à ce jour plus de 250 000 morts, 1 million de blessés et 7,6 millions de déplacés. Le Kremlin a constamment soutenu le régime de Bachar al-Assad, y compris dans la formation et l'équipement de son armée (avec dernièrement des chars T-

⁹ Islamic State claims killing Russian soldiers at Palmyra. *The Long War Journal*, 18 mars 2016. Consulté le 15/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3hVQ>

¹⁰ Vladimir Putin orders Russian forces to begin withdrawal from Syria. *The Guardian*, 15 mars 2016. Consulté le 18/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3hXn>

¹¹ Syrie : les capacités militaires russes restent importantes. *Zone militaire*, 17 mars 2016. Consulté le 18/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3hYG>

¹² Syria regime's heinous crimes flayed. *Arab News*, 23 mars 2016. Consulté le 18/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3jEJ>

¹³ La nouvelle Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie. *Fondation pour la recherche stratégique*, 10 février 2016. Consulté le 18/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3ik9>

¹⁴ Chiffres en dollars constants 2011 fournis par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

¹⁵ Hormis les forces nucléaires et les troupes aéroportées, il est alors estimé que seuls 17 % des unités de l'armée de Terre sont réellement opérationnels, 7 % dans l'armée de l'Air et 70 % dans la Marine russe.

¹⁶ La Russie est le 2^{ème} vendeur d'armes de la planète en 2015, juste devant la France.

¹⁷ Syrie : realpolitik. *TTU*, n° 988, 17 septembre 2015, p. 4.

¹⁸ Russia in the Middle East. *Washington Institute*, février 2016. Consulté le 18/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3jHB>

¹⁹ Le parti Baas (« résurrection » en arabe), issu du mouvement éponyme panarabe, socialiste et laïc, a pris le pouvoir en 1963 en Syrie. Il existait également un parti Baas au pouvoir en Irak, sous Saddam Hussein.

²⁰ Les autres principaux protagonistes intérieurs de la guerre civile sont les djihadistes de Daech et du Front al-Nosra, l'opposition dite « modérée » de l'ASL, les Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique (PYD) et leur bras armé les YPG (Unités de protection du peuple).

90). Le lien entre les deux gouvernements n'a fait que se renforcer depuis 2011. Un état-major conjoint russo-syrien existe même désormais sur le terrain²¹.

Ambiguïtés régionales. L'intervention militaire russe en Syrie a été mal perçue par l'Arabie saoudite, la Turquie et le Qatar. Bien qu'ayant conservé des relations avec Bachar al-Assad jusqu'en 2010-2011²², ces pays ont ensuite soutenu l'opposition « modérée » et souhaitent toujours le départ du dirigeant syrien²³ (ils ne cacheront d'ailleurs pas leurs réticences devant la trêve partielle du 27 février 2016). Cette situation explique les pressions russes le 18 décembre 2015 lors du vote à l'ONU de la résolution n° 2254, afin que le Haut comité des négociations (HCN), formé à Riyad, ne soit pas reconnu comme le seul représentant de l'opposition syrienne. Les monarchies du Golfe persique, pourtant inquiètes devant les « printemps arabes », ont une vision de la situation en partie basée sur la rivalité entre sunnites et chiites. A leurs yeux, la formation supposée d'un « arc chiite » au Moyen-Orient incluant l'Iran, l'Irak et la Syrie est inacceptable, ce qui justifierait un soutien officieux au Front al-Nosra et des livraisons d'armes qataries aux rebelles syriens²⁴. Obsédée de son côté par la question kurde, la Turquie bombarde contre l'avis de son allié américain les positions du PYD²⁵. Ce dernier, dont les peshmergas se retrouvent pourtant en première ligne contre Daech, demeure à ce jour exclu du HCN, à la demande d'Ankara et malgré la volonté de Moscou (cf. *infra*). Plusieurs incidents aériens accentuent la détérioration des relations entre les deux capitales²⁶, en particulier le 24 novembre 2015 lorsque deux F-16 turcs abattent un Su-24 russe à la frontière syro-turque. L'Iran, quant-à-lui, déjà engagé²⁷ indirectement avec le Hezbollah libanais et directement avec la force al-Qods (élite des pasdarans), se retrouve *de facto* « allié » à la Russie sur le théâtre des opérations syrien²⁸. Les deux pays étaient toutefois déjà liés par un accord de coopération militaire depuis 2001, renforcé en 2015 avec la possibilité de ventes d'armes russes incluant des batteries anti-aériennes S-300.

Hésitations américaine et européenne. Les Etats-Unis ont considéré jusqu'en 2011 la Syrie baasiste comme un facteur potentiel de stabilité régionale, et ce en dépit de relations parfois tumultueuses. Celle-ci devait faciliter le « pivot » stratégique vers l'Asie voulu par Barack Obama. Malgré des efforts d'institutionnalisation politique de la rébellion syrienne « modérée », dès août 2011 le président

américain déclare néanmoins que Bachar al-Assad doit quitter le pouvoir. Mais la politique américaine est rapidement accusée d'atermoïements²⁹, ce que confirme le refus de Washington d'intervenir militairement à l'été 2013, suite à l'utilisation d'armes chimiques par Damas³⁰. Lors de l'échec de la conférence de Genève II en 2014, les Etats-Unis prennent acte des limites d'une stratégie cherchant à « peser en étant absent ». Face à la montée en puissance de Daech, l'aigle américain procède à des bombardements aériens en Irak-Syrie à partir de septembre 2014, auxquels participent Saoudiens et Qataris, et soutient la résistance du PYD à Kobané³¹. En réalité, Barack Obama souhaite éviter un nouvel engagement militaire massif dans la région, quitte à discuter avec les Russes malgré la méfiance réciproque. L'intervention directe de ces derniers en Syrie inquiète dans un premier temps les Américains³², mais elle les pousse surtout à intensifier leurs propres actions militaires. Une complémentarité de fait apparaît parfois, les Etats-Unis et la Russie soutenant ainsi les FDS³³ respectivement dans le nord-est de la Syrie et dans la région voisine d'Efrin. Les proches alliés européens des Etats-Unis, Paris et Londres, bombardent également Daech depuis la fin 2014 et sont critiques envers le positionnement russe en Syrie. Cependant, un poids militaire régional relativement faible et le pari erroné d'une chute rapide du régime de Bachar al-Assad affaiblit jusqu'ici la capacité de la France à réellement peser dans les négociations en cours³⁴.

3. ENJEUX

Le « retour » de la Russie se manifeste d'abord par sa capacité à sauver le régime d'al-Assad, en difficulté à l'été 2015 dans son réduit alaouite³⁵ face à l'ASL et Daech, qui menace de couper l'axe vital Damas-Homs. Sous peine de voir son seul allié **stratégique** régional tomber, Moscou ne pouvait tolérer la perte de la « Syrie utile », rassemblant 60 % de la population syrienne sur 30 % du territoire³⁶. Les bases de Tartous et Hmeimim, uniques implantations militaires russes en Méditerranée, auraient aussi été menacées. En agissant directement, le Kremlin a signifié aux acteurs régionaux la fiabilité d'une alliance russe évitant un scénario « libyen ». Le contraste souligné avec l'attitude américaine est censé permettre à Moscou de combler un vide stratégique. De plus, en inversant la dynamique de conquête de Daech en Syrie³⁷, les forces russes remportent une victoire tactique que les Occidentaux et leurs alliés peinent à

²¹ Il est dirigé par le colonel-général Alexander Dvornikov et le chef d'état-major syrien, le général Ali Abdullah Ayyoub (Syrie : la bataille d'Alep. *CF2R*, note n° 429, 13 mars 2016 : <http://urlz.fr/3jlx>).

²² Le président turc Erdogan appelait le chef de l'Etat syrien son « petit frère » et les investissements saoudiens en Syrie restaient significatifs.

²³ Saudi Strategy in Syria : Rewriting Mideast's Political Map ? *Rajaratnam School of International Studies*, 12 février 2016. Consulté le 19/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3jS3>

²⁴ PICHON, Frédéric. La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? *Politique étrangère*, n° 1/2013, printemps 2013, p. 107-118.

²⁵ Partiya Yekîtiya Demokrat ; Parti de l'union démocratique.

²⁶ COPLEY, Gregory R. Russia and Turkey. *Strategic Policy*, n° 11-12/2015, décembre 2015, p. 4-9.

²⁷ The IRGC's involvement in the battle for Aleppo. *The Long War Journal*, 13 février 2016. Consulté le 19/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3jZ5>

²⁸ L'état-major conjoint russo-syrien est d'ailleurs en liaison permanente avec le général des pasdarans iraniens, Key Parvar, et le chef du Hezbollah libanais en Syrie, Mosafa Bader el-Din.

²⁹ Les Etats-Unis et la Syrie : une diplomatie de l'incompréhension. *Moyen-Orient*, n° 28, octobre-décembre 2015, p. 26-31.

³⁰ Barack Obama avait pourtant évoqué à ce sujet une « ligne rouge » à ne pas franchir par le gouvernement syrien.

³¹ Syrie : le siège de Kobané. *CDEM*, Infoveilles n° 32, décembre 2014.

³² Has Russia Gone Rogue ? *Council on Foreign Relations*, 8 octobre 2015. Consulté le 19/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3k2K>

³³ Forces démocratiques syriennes, coalition créée en octobre 2015 regroupant les YPG, une partie de l'ASL, des groupes tribaux et chrétiens.

³⁴ Une intervention militaire française en Syrie sans vision ni perspective. *Orient XXI*, 23 septembre 2015. Consulté le 19/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3k6a>

³⁵ Les Alaouites sont une minorité religieuse (15 % de la population) de l'ouest syrien, proche du chiisme, et à laquelle appartient le clan Assad.

³⁶ Bachar, l'héritier par défaut. *Conflicts*, n° 8, janvier-mars 2016, p. 16-19.

³⁷ Une dynamique qu'illustre encore la reprise de Palmyre le 27 mars 2016. Russian-Syrian-Iranian Coalition Seizes ISIS-Held Palmyra. *Institute for the Study of War*, 27 mars 2016. Consulté le 20/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3kjr>

obtenir jusqu'alors. Ce faisant, le Kremlin réalise une démonstration de force confirmant l'acquisition de nouvelles capacités **militaires** permettant une projection de troupes au-delà de l'espace post-soviétique. L'armée russe est ainsi en mesure de verrouiller les espaces aérien et maritime syriens grâce à une flotte et des défenses anti-aériennes d'un niveau technologique inattendu³⁸. En particulier, le système sol-air mobile S-400 permet à Moscou d'imposer un déni d'accès aérien A2/AD³⁹ sur 400 km autour de Lattaquié. Il s'agit d'une pression politico-militaire supplémentaire, après l'Europe de l'Est où des S-400 sont déjà positionnés⁴⁰, envers une OTAN que « *les Russes ne font plus rire* »⁴¹. De même, en octobre 2015, la capacité russe de tirs de missiles vers la Syrie depuis la mer Caspienne inquiète. Des analystes relativisent toutefois ces progrès, évoquant un rattrapage technologique en cours des armées occidentales et soulignant les insuffisances des forces aériennes russes en Syrie⁴². Malgré tout, Vladimir Poutine remporte pour l'instant un indéniable succès **diplomatique**. Par la trêve obtenue et le retrait militaire partiel, il évite un enlèvement. Il peut à la fois ménager ses troupes et se poser en interlocuteur raisonnable, à égalité avec les Etats-Unis dans cette crise. Apparaissant en stabilisateur de la situation syrienne et se concentrant désormais sur Daech, son action peut apparaître plus « acceptable » par des Occidentaux sensibles à la lutte contre le terrorisme et à la crise des migrants en Europe. Cela pourrait faciliter une normalisation des relations, en particulier sur le dossier ukrainien et les sanctions **économiques** afférentes⁴³, difficile à supporter pour une économie en récession⁴⁴. Enfin, Moscou pense préserver ses intérêts commerciaux en Syrie, le régime baasiste étant depuis 2005 un des plus importants acheteurs d'armes russes. En outre, Gazprom et Lukoil se positionnent pour exploiter les éventuelles réserves de gaz et de pétrole au large du pays.

L'avenir de la Syrie a été modifié par l'intervention russe, qui a renforcé le poids du Kremlin dans les orientations futures du pays⁴⁵, y compris par rapport à l'Iran. Les bombardements russes ont au départ visé en priorité l'ASL pour sauver le réduit alaouite mais aussi pour affaiblir cette frange de l'opposition hostile au régime en place. La Russie est d'ailleurs soupçonnée de chercher à installer un face-à-face militaire principal entre Daech et un **régime baasiste qui deviendrait ainsi incontournable**. A la différence de l'Iran, les dirigeants russes distinguent le régime de la personne de Bachar al-Assad, dont le départ serait envisageable dès lors qu'un pouvoir syrien conciliant et les intérêts moscovites pouvaient être maintenus. Le retrait

militaire partiel russe a aussi pour but de faire pression sur le dirigeant baasiste afin d'assouplir sa volonté de revenir à un *statu-quo ante bellum* paralysant les pourparlers inter-syriens. Néanmoins, si la trêve partielle était rompue, notamment autour d'Alep, Damas serait désormais en position de force militaire grâce à Moscou. Cette dernière insiste aussi pour une participation du PYD aux négociations⁴⁶ sur le futur du pays. Outre leur utilité opérationnelle, le Kremlin considère les Kurdes syriens davantage disposés à un compromis avec le régime que le HCN. Ces actions paraissent suggérer une vision russe en faveur du **fédéralisme** afin de maintenir l'intégrité de la Syrie⁴⁷. Le risque étant le développement de séparatismes locaux préparant à terme une **dislocation** du pays.

Une partie d'un « grand jeu » sunnites/chiïtes ? La division religieuse au sein du conflit syrien existe mais constitue un élément parmi d'autres aux yeux d'acteurs pratiquant en fait la *realpolitik*⁴⁸. L'Egypte s'est déclarée favorable aux actions russes en Syrie et les Turcs demandent d'abord le départ de Bachar al-Assad car ce dernier est sous l'influence russo-iranienne. La Turquie, majoritairement sunnite comme les Kurdes, concentre ses frappes sur le PYD⁴⁹ afin d'éviter le dangereux précédent, selon elle, d'un Kurdistan syrien. Les dirigeants russes ont redouté un « complot sunnite » contre Damas mais mettent surtout en avant leur soutien à la laïcité alaouite contre l'islamisme. Le Kremlin espère sécuriser ses bordures du Caucase et de l'Asie Centrale⁵⁰ en aimantant et éradiquant les djihadistes en Syrie même. Dans des camps opposés sur le terrain, la Russie et les monarchies sunnites pourraient par ailleurs collaborer sur les plans sécuritaire, contre Daech pourtant anti-chiïte, et énergétique⁵¹. L'allié tchétchène des Russes, Ramzan Kadyrov⁵², parcourt fréquemment la région pour tenter de nouer des coopérations antiterroristes. De plus, malgré le partenariat avec l'Iran en Syrie, le Kremlin se retrouve avec Riyad⁵³ pour contrer un « arc chiïte » qui signifierait en réalité la domination géopolitique régionale de Téhéran. La vassalisation consécutive de la Syrie faciliterait en effet le transit d'hydrocarbures iraniens vers l'Europe, une concurrence défavorable à Moscou. Au-delà, l'Iran pourrait se rapprocher des Etats-Unis suite à l'accord sur le nucléaire de juillet 2015 et la Russie redoute qu'un éventuel axe entre les deux pays ne l'exclue d'un rôle majeur au Moyen-Orient.

³⁸ How The West Underestimated Russia's Military Power. *The Diplomat*, 17 octobre 2015. Consulté le 20/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3k1R>

³⁹ A2/AD : Anti-Access/Area Denial, induisant une interdiction de zone.

⁴⁰ A Kaliningrad et en mer Noire.

⁴¹ OTAN : faire face au déni d'accès. *TTU*, n° 1011, 14 mars 2016.

⁴² DELALANDE, Arnaud. Force aérienne russe, quel engagement en Syrie ? *DSI*, n° 121, janvier-février 2016, p. 28-35.

⁴³ L'Union européenne doit examiner une levée des sanctions économiques envers la Russie d'ici la fin du 1^{er} semestre 2016.

⁴⁴ Faltering Revenues Jeopardize Russia's Military Rearmament Program. *Jamestown Foundation*, 10 mars 2016. Consulté le 20/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3kpR>

⁴⁵ Russia in Syria and Putin's geopolitical strategy. *Central Asia-Caucasus Analyst*, 22 octobre 2015. Consulté le 21/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3kGG>

⁴⁶ Russia's Intervention in Syria and the Kurdish Question. *The Diplomat*, 9 mars 2016. Consulté le 21/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3kFN>

⁴⁷ Le 29 février 2016, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, a évoqué une possible fédéralisation de la Syrie.

⁴⁸ Le conflit sunnite-chiïte au Moyen-Orient, une rivalité millénaire ? *Les clés du Moyen-Orient*, 15 février 2016. Consulté le 21/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3kMq>

⁴⁹ Why does Turkey hit PYD/YPG ? *ORSAM*, 3 mars 2016. Consulté le 21/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3kFN>

⁵⁰ Géopolitique de la Russie. *IRIS*, septembre 2015. Consulté le 21/04/2016. Disponible sur : <http://urlz.fr/3kQF>

⁵¹ En février et avril 2016 au Qatar, Russes et Saoudiens ont négocié pour tenter de stabiliser un cours du pétrole vital pour l'économie russe.

⁵² Des Tchétchènes faisant aussi partie de l'état-major militaire de Daech, les Russes et R. Kadyrov peuvent faire valoir leur « expérience » du sujet.

⁵³ Riyad et Téhéran ont rompu leur relation diplomatique en janvier 2016, Moscou cherchant à cette occasion à jouer un rôle de médiateur.